

Rapport annuel



CRÉDITS



Ce document présente le rapport d'activités 2010-2011 de la Table de concertation en violence conjugale de Montréal.

Une production de la Table de concertation en violence conjugale de Montréal.

110, rue Sainte-Thérèse – bureau 205

Montréal (Québec)

H2Y 1E6

☎ (514) 396-2612

☎ (514) 396-2200

www.tcvcm.ca

© Table de concertation en violence conjugale de Montréal

La reproduction ou le téléchargement est autorisé pour une utilisation personnelle ou publique à des fins non commerciales, à la condition d'en mentionner la source.

Ce document est disponible :

Sur le site Internet de la Table : www.tcvcm.ca

TABLE DES MATIÈRES

Mot de la présidente	3
Les réalisations en 2010-2011	6
Un lieu permanent de dialogue	6
Une structure facilitant l'intégration des membres et des délégués	7
Une démarche de planification triennale	7
La préparation du 25 ^e anniversaire.....	7
La violence conjugale en contexte ethnoculturel	8
Le rapport de la recherche <i>Les besoins des femmes immigrantes de Montréal qui ne parlent ni le français ni l'anglais concernant l'accessibilité des services d'aide en violence conjugale</i>	8
Formation <i>La violence faite aux femmes : intervenir en contexte interculturel</i>	9
Les enfants exposés à la violence conjugale	10
Les travaux du Comité de suivi	10
Les travaux des comités sous-régionaux	10
Le séminaire clinique du 12 avril 2011	12
Le comité ad hoc sur l'Accès à la justice	14
Les personnes ayant des besoins particuliers en contexte de violence conjugale.....	15
Documenter les besoins des victimes et de leurs enfants ayant des besoins particuliers en contexte de violence conjugale	15
Projet de brochures de sensibilisation et d'information destinées aux personnes vivant des réalités particulières	16
Les activités de représentation et de partenariat	17
Membres de la Table	18
Ressources humaines.....	19

Mot de la présidente

C'est avec fierté que je dépose le rapport d'activités 2010-2011 de la Table de concertation en violence conjugale de Montréal. Cette année, comme celles qui l'ont précédée, a été fructueuse à bien des égards.

Il y a, bien évidemment, le déploiement du *Protocole de collaboration intersectoriel pour les enfants exposés à la violence conjugale* qui demeure un projet prioritaire de la Table avec ses partenaires communautaires et institutionnels. En 2010-2011, l'ensemble du territoire de Montréal est couvert par les quatre comités sous-régionaux constitués géographiquement et qui sont maintenant actifs: sous-comités Nord, Sud, Est et Ouest. Je tiens d'ailleurs à remercier les partenaires des efforts qui sont consentis au fonctionnement de ces comités et afin de faciliter la présence de leurs intervenantes et intervenants aux rencontres. Il s'agit, bien sûr, d'un travail de longue haleine pour que le protocole soit actif, vivant et indissociable du continuum des services en violence conjugale. La Table en est consciente et, avec le support de l'Agence de Montréal, contribue au soutien du travail des comités et à l'amélioration des connaissances en violence conjugale sous tous ses aspects, incluant l'intervention auprès des communautés ethnoculturelles.

À cet effet, nous avons initié cette année la formule des séminaires cliniques et les résultats sont positifs. La formule sera reprise et étendue sur tout le territoire afin de répondre aux différents besoins des



Marie-Hélène Blanc,
présidente

intervenants impliqués. Nous avons la chance, à Montréal, de pouvoir compter sur des expertises de pointe en violence conjugale et en intervention auprès des victimes et de leurs enfants. C'est cette expertise que nous voulons « exploiter » pour en faire profiter le plus grand nombre d'intervenantes et d'intervenants possible.

Deux autres comités permanents sont toujours actifs à la Table : celui des communautés ethnoculturelles et celui des victimes ayant des besoins particuliers en

contexte de violence conjugale. Chacun a poursuivi ses réflexions et ses actions au cours de l'année.

La Table a d'ailleurs été sollicitée afin de présenter des propositions, particulièrement concernant les communautés ethnoculturelles, lors des consultations récentes du Comité interministériel de coordination en matière de violence conjugale, familiale et sexuelle portant sur l'élaboration du plan d'action quinquennal 2012-2017 en violence conjugale actuellement en préparation. Aussi, nous avons signé une entente avec le Secrétariat à la condition féminine du ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine pour la production du contenu de six brochures d'information et de sensibilisation à l'intention de personnes vivant des réalités particulières dans un contexte de violence conjugale, c'est-à-dire les femmes âgées, les femmes handicapées, les femmes des communautés ethnoculturelles, les femmes immigrantes à statut précaire, les lesbiennes, gais, bissexuels(le)s, transsexuels (le)s, transgenres (LGBT) et les hommes violentés. C'est à la fois un beau défi pour la Table et une reconnaissance de l'expertise que nous avons développée au cours des années dans le développement d'outils de communication et de notre capacité à travailler avec différents acteurs.

Mais qu'en est-il de nous, de notre vie démocratique, de nos liens et de l'atteinte de nos objectifs alors que la Table fêtera ses 25 ans d'existence en cours d'année ? Tout d'abord, notre Table a accueilli un nouveau membre en cours d'année, Femmes du monde de Côte-des-Neiges, qui vient renforcer le secteur des communautés

ethnoculturelles. Ce sont ainsi 28 organismes et institutions qui sont membres de la Table avec plus d'une trentaine de délégué-e-s. L'année 2010-2011 a aussi été l'occasion de réaliser un exercice de réflexion stratégique afin d'élaborer le plan d'action triennal 2011-2014. Cet exercice nous a rappelé l'importance et la nécessité de consacrer du temps aux échanges, à la réflexion et à la discussion, autour des enjeux liés à la problématique, aux services et à l'intervention en violence conjugale. Ainsi, nous réitérons l'objectif de consolider la concertation régionale multisectorielle en matière de violence conjugale à Montréal. Nous réalisons qu'un des éléments de notre mission voulant favoriser le partenariat, la coopération et la complémentarité des services demeure fragile.

Nous ne pouvons faire l'économie de la concertation alors que les enjeux demeurent nombreux et de nature à nous interpeller toutes et tous. En effet, qu'en est-il de l'accès à la justice, du parcours des victimes dans le système judiciaire, de leur protection, de l'information disponible et adaptée à leur situation, etc. ? De plus, les dernières statistiques provinciales disponibles (2009) du ministère de la Sécurité publique classent Montréal au deuxième rang des 17 régions administratives pour le taux, par 100 000 habitants, des crimes commis dans un contexte conjugal. Nous avons de grands défis à relever si nous voulons voir baisser cette statistique.

Rapport annuel 2010-2011

Enfin, alors que je termine un mandat de deux ans à la présidence de la Table, je tiens à remercier les membres pour la confiance qu'ils m'ont accordée. Je tiens également à remercier M^{me} Monique Villeneuve, coordonnatrice de la Table, pour son engagement et son professionnalisme qui sont un soutien inestimable à la fonction d'élue. La Table de concertation peut se targuer d'avoir une permanence solide qui lui permet de poursuivre d'ambitieux objectifs.

Je passe donc le flambeau de la présidence. L'alternance des fonctions d'élue est au cœur de la vie démocratique et constitue un enrichissement d'autant plus important dans le cas d'une Table de concertation. Le plan d'action triennal 2011-2014 est ambitieux : souhaitons-nous une présidence énergique.

Marie-Hélène Blanc
Présidente de la Table de concertation en violence conjugale de Montréal
Juin 2009 – Juin 2011

► Composition du comité de coordination

Marie-Hélène Blanc	Présidente
Normand Bourgeois	Vice-président <i>Secteur organismes pour conjoints ayant des comportements violents</i>
Gaétane Martel	Secrétaire-trésorière <i>Secteur justice</i>
Sylvie Bourque	<i>Secteur organismes pour femmes violentées</i>
Marc Cournoyer	<i>Secteur sécurité publique</i>
Melipa Kamateros	<i>Secteur organismes ethnoculturels</i>
Lise Poupart	<i>Secteur santé services</i>
Catherine Proulx	<i>Secteur organismes intervenant auprès des clientèles vivant des réalités particulières</i>



Les réalisations en 2010-2011

Un lieu permanent de dialogue

Le dialogue et l'échange d'information sur des sujets d'intérêts pour nos membres se sont réalisés par les activités suivantes :

- ▶ Envoi régulier d'information par courrier électronique annonçant des activités, de la formation, des nouvelles publications ou des liens vers des articles de revues ou de journaux en lien avec des sujets d'intérêts pour les membres. De 2 à 4 envois se réalisent hebdomadairement, selon le cas.
- ▶ Des présentations réalisées par différents invités lors des rencontres du conseil d'administration :
 - ▷ Septembre 2010 : *Les services de supervision de droits d'accès subventionnés à Montréal;*
 - ▷ Novembre 2010 : *Les services du Bureau des services aux victimes du Service correctionnel du Canada;*
 - ▷ Janvier 2011 : Lancement de la recherche *Les besoins des femmes immigrantes de Montréal qui ne parlent ni le français ni l'anglais concernant l'accessibilité des services d'aide en violence conjugale.*
- ▶ Mise à jour et publication d'information sur notre site Web. Nous procédons régulièrement à la mise à jour de notre site Web selon l'actualité et les contributions de nos différents partenaires souhaitant voir publier leurs publications.

Articles les plus populaires	Nombre de visites au 06-05-2010	Nombre de visites au 18-05-2011	Taux d'augmentation
Nous joindre	5751	8121	29 %
27 novembre 2007 - Journée d'étude	6579	8045	18 %
Notre mission	5429	7543	28 %
Capsules de sensibilisation	4700	6943	27 %
Politique de confidentialité	4018	5537	22 %
Sommaire des activités	3767	4980	27 %
Vous êtes victime de violence conjugale?	3518	4692	25 %
19-20 avril 2006 - Colloque : Différents visages de la violence conjugale	3393	4370	22 %

Une structure facilitant l'intégration des membres et des délégués

Une pochette incluant notre guide d'accueil qui présente l'historique, les valeurs, les mandats, les structures et les principales réalisations de la Table est remise aux nouveaux membres et aux nouvelles personnes déléguées. Cette information condensée facilite ainsi leur intégration. Cette pochette renferme divers autres documents tels rapport annuel, plan d'action de l'année, règlements généraux et la liste des membres. Au cours de l'année, la Table a accueilli un nouveau membre, soit Femmes du monde de Côte-des-Neiges dans le secteur communautés ethnoculturelles. Signalons également que nous avons intégré neuf nouvelles déléguées provenant d'autant d'organismes membres et ayant modifié leur délégation à la Table.

Une démarche de planification triennale

Dès l'automne 2010, nous avons amorcé notre démarche de planification triennale. La coordonnatrice a dans un premier temps élaboré un document de consultation. Ce document a été validé par les membres du comité de coordination. La consultation s'est ensuite poursuivie dans le cadre de la rencontre du conseil d'administration du 10 mars 2011. Un document synthèse issu de cette consultation a permis de dégager les

défis relevés par la Table depuis 2007, les facteurs d'aide ainsi que les insuccès et les facteurs contraignants. Les défis pour les prochaines années ont également été identifiés.

Lors de la rencontre du conseil d'administration du 14 avril 2011, cette synthèse a été enrichie et validée par les membres et a servi de base de travail à la confection du plan d'action triennal 2011-2014. Ce plan permet ainsi de dégager les objectifs généraux et spécifiques sur lesquels la Table se mobilisera au cours des prochaines années.

La préparation du 25^e anniversaire

L'année 2011 marque le 25^e anniversaire de la Table. Pour souligner cet événement, un comité ad hoc s'affaire à préparer un événement à caractère tant réflexif que social. L'activité prévue pour le 30 novembre 2011 s'insérera dans les Journées d'action contre la violence faite aux femmes et prendra la forme d'un 5 @ 7. Les préparatifs sont en cours et le travail réalisé en 2010-2011 s'est surtout concentré sur cette préparation.



La violence conjugale en contexte ethnoculturel

La composition multiethnique de la population montréalaise suggère des défis notables en matière d'intervention sociale et plus spécifiquement en contexte de violence conjugale. La Table de concertation et ses membres s'intéressent à ces questions depuis le milieu des années 1990. De nombreux projets et initiatives ont d'ailleurs été réalisés au cours de cette période visant à mieux dépister, mieux intervenir, mieux soutenir l'intervention et ultimement à assurer une aide adaptée aux besoins multiples et complexes des différentes communautés ethnoculturelles aux prises avec la violence conjugale.

Ces projets se sont réalisés principalement grâce au concours des membres du comité de travail permanent formé de membres et de partenaires ayant une expertise en violence conjugale en contexte ethnoculturel.

► Composition du comité communautés ethnoculturelles

Nom du membre	Organisme
Daphnée Casimir	Maison Flora Tristan
Marc Cournoyer	Service de police de la Ville de Montréal
Melpa Kamateros	Bouclier d'Athéna Services familiaux
Manuella Pedroso	Service d'aide à la famille
Celia Roja-Viger	CRI-VIFF
Assunta Sauro	Centre des femmes italiennes de Montréal

Le rapport de la recherche *Les besoins des femmes immigrantes de Montréal qui ne parlent ni le français ni l'anglais concernant l'accessibilité des services d'aide en violence conjugale*

Amorcée en 2009-2010, cette recherche exploratoire, menée par M^{me} Leïla Benhadjoudja, examinait plus particulièrement la question de l'accessibilité aux services d'aide pour les femmes immigrantes aux prises avec la violence conjugale et ne parlant aucune des deux langues officielles. Cette méconnaissance des langues est une question essentielle quant à l'accès aux services d'aide. Nous avons été à même de constater la quasi-absence de données sur le sujet au Québec. Qui plus est, aucune recherche en lien avec l'immigration et les services d'aide en violence conjugale n'a porté exclusivement sur cette question.

Nous étions ainsi intéressés à connaître les besoins de femmes immigrantes de Montréal qui ne parlent ni le français ni l'anglais pour un meilleur accès aux services d'aide en violence conjugale. Nous voulions également identifier le type d'outils et de services pouvant le mieux répondre à ces besoins.

La recherche exploratoire a ainsi permis d'interroger huit répondantes montréalaises qui ne parlaient ni le français ni l'anglais au moment de leur première consultation dans un centre de service d'aide en violence conjugale. Par la suite, leurs trajectoires d'utilisation des services

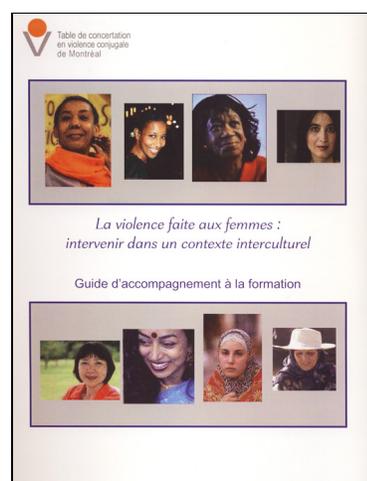
d'aide ont été tracées et analysées. De cette analyse sont ressorties cinq recommandations permettant à la Table, notamment, d'élaborer un projet ayant pour objet l'adaptation culturelle du Carnet d'information et de ressources en violence conjugale édité en 2009-2010.



Le rapport est téléchargeable gratuitement à partir du site Web de la Table. Il peut aussi être commandé coût de 20 \$ l'exemplaire au moyen du bon de commande également disponible sur notre site.

Formation *La violence faite aux femmes : intervenir en contexte interculturel*

Cette formation de deux jours vise essentiellement à mieux comprendre les réalités interculturelles au Québec et les défis qu'elles posent au plan de l'intervention en violence conjugale. La formation a été offerte en octobre 2010 et en avril 2011 et a rejoint 54 intervenantes provenant majoritairement du réseau de la santé et des services sociaux. Les évaluations font état d'un taux de satisfaction très élevé tant pour l'atteinte des objectifs (95 %), l'approche et les outils pédagogiques (96 %), les activités et jeux de rôles (96 %) que pour la formatrice, M^{me} Irène Demczuk, qui est reconnue pour sa compétence, son dynamisme et sa grande capacité d'écoute, d'adaptation et d'interaction.





Les enfants exposés à la violence conjugale

Dès la fin des années 1990, la Table et ses membres identifiaient la problématique des enfants exposés à la violence conjugale comme une priorité de travail. Ce choix était motivé par l'absence de services spécifiques pour ces enfants et le peu de connaissances relativement à cette problématique.

Depuis, un important travail de collaboration intersectorielle a été réalisé par la Table et ses différents partenaires afin d'élaborer, expérimenter, évaluer et déployer le *Protocole de collaboration intersectorielle pour les enfants exposés à la violence conjugale*. Dans cette mouvance, des comités se sont activés et différentes activités ont été réalisées afin de soutenir le dépistage, la référence et l'intervention auprès des enfants exposés à la violence conjugale dans une perspective de protection et d'aide.

Les travaux du Comité de suivi

L'essentiel du mandat du Comité s'est articulé autour du déploiement du Protocole sur le territoire montréalais par le soutien au démarrage et au fonctionnement des comités sous-régionaux. Rappelons que le Comité de suivi est formé de représentantes et représentants des six partenaires du Protocole, soit les Centres jeunesse, les CSSS, les maisons d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugale, les organismes pour

conjointes ayant des comportements violents, le SPVM et Côté cour. La liste complète des membres du Comité de suivi est disponible sur le site Web de la Table.

De plus, le Comité de suivi a organisé un séminaire clinique le 12 avril 2011 à l'intention des membres des comités sous-régionaux sous la thématique « *L'intervention psychosociale auprès des enfants exposés à la violence conjugale et incluant la dimension ethnoculturelle* » auquel une soixantaine de personnes ont participé.

Le Comité a tenu 5 rencontres entre le 1^{er} avril 2010 et le 31 mars 2011.

Le rôle des membres du Comité de suivi est capital puisque ceux-ci sont à la fois relayeurs d'information de leur organisation et agissent à titre d'experts clinique.

Les travaux des comités sous-régionaux

Les quatre comités sous-régionaux étant désormais constitués et tous les partenaires représentés au sein de ces derniers, les travaux d'implantation du *Protocole de collaboration intersectorielle pour les enfants exposés à la violence conjugale* se sont poursuivis.

Rappelons que ces comités ont été mis en place à la demande des partenaires et ont pour mandat de veiller à l'implantation du Protocole au sein des établissements et des organismes concernés.

Il est à noter que deux moyens ont été privilégiés afin de répondre aux objectifs du Protocole d'améliorer les connaissances en matière d'intervention auprès des enfants exposés à la violence conjugale et de favoriser une collaboration efficace :

- Une boîte à outils recensant les articles scientifiques, outils d'information sous divers supports (texte, vidéo).
- Les discussions cliniques pendant les rencontres sur les cas réels.

Plusieurs activités ont été réalisées au cours des derniers mois.

Au Comité Nord, les efforts sont mis pour s'approprier le mandat des partenaires et favoriser la cohésion du groupe. Les représentantes du CSSS Ahuntsic-Montréal-Nord et du Refuge pour femmes de l'Ouest-de-l'Île ont présenté les mandats et services offerts par leurs organismes. La représentante du SPVM a présenté aux membres les différents protocoles en matière de violence conjugale utilisés par les policiers pour venir en aide aux victimes ou aux différents partenaires (p. ex. : Protocole de récupération des effets personnels) et sur les formulaires actualisés à remplir par les policiers.

Les membres se sont interrogés sur la question du consentement parental pour l'intervention auprès des enfants exposés à la violence conjugale. Le Comité s'est penché sur un avis développé par le service du contentieux du CSSS Bordeaux-Cartierville-St-Laurent permettant de baliser cette question.

Une synthèse des besoins en intervention auprès des enfants exposés à la violence

conjugale lorsque la dimension ethnoculturelle est en jeu a été réalisée à partir du questionnaire développé à cet effet par le Comité sous-régional Sud. Le Comité travaille actuellement à développer une lecture commune des objectifs du Protocole et poursuit ses réflexions pour mettre en œuvre des modalités concrètes quant à son application.

Au Comité Est, les travaux ont commencé par une lecture commune des objectifs du Protocole, des responsabilités des partenaires et des modalités de collaboration.

Afin de répondre à quelques questions concernant le démarrage du comité sous-régional, le Comité Est a invité deux membres du Comité sous-régional Sud pour un échange d'expertise. Les discussions ont porté sur les avantages à tirer du partenariat et du travail en collaboration, sur les activités initiées pour favoriser la cohésion du groupe et sur les obstacles rencontrés par le Comité Sud lors de son démarrage.

Le Comité développe actuellement le projet de faire une activité de lancement officiel du Protocole sur le territoire Est. Cette activité se tiendrait à l'automne 2011. D'ici là, les organismes sont encouragés à promouvoir le Protocole dans leur milieu. Ainsi, des activités locales de présentation du Protocole ont eu lieu le 17 mai au CSSS St-Léonard-St-Michel et le 25 mai au CSSS Pointe-de-l'île.

Des représentantes du Centre jeunesse de Montréal-Institut universitaire siégeant sur le Comité ont présenté le mandat de

Rapport annuel 2010-2011

l'organisation et ont répondu aux questions des membres (discussion sur les irritants afin de favoriser la collaboration).

Le Comité sous-régional Est mènera prochainement une discussion avec un procureur aux poursuites criminelles et pénales sur la question du consentement parental pour les interventions auprès des enfants.

Le Comité Ouest a consacré ses travaux à l'organisation du séminaire clinique qui s'est déroulé en avril 2011. En effet, le Comité avait la charge de développer la vignette clinique présentée au séminaire clinique et à prévoir certaines modalités du déroulement de l'activité.

Le Comité a discuté de plusieurs moyens pour actualiser le Protocole dans la pratique, notamment par l'intégration d'un nouveau partenaire (*Clinique communautaire Pointe St-Charles*) et l'appropriation du mandat des partenaires.

Le Comité s'est intéressé aux enjeux entourant la médiation familiale et l'expertise psychosociale en remplissant le questionnaire distribué par le comité Accès à la justice de la Table de concertation en violence conjugale de Montréal.

Afin d'améliorer les connaissances en matière d'intervention auprès des enfants exposés à la violence conjugale, une intervenante auprès des enfants en maison d'hébergement a été invitée à venir partager son expertise. Les thèmes de l'intervention auprès des enfants exposés à la violence conjugale, du consentement parental et de l'intervention en contexte ethnoculturel ont été discutés.

Le Comité Sud, conformément à son plan d'action 2010-2011, a travaillé à améliorer les connaissances sur l'intervention interculturelle. Ainsi, les membres ont développé un questionnaire afin de dresser un portrait des besoins en intervention auprès des enfants exposés à la violence conjugale lorsque la dimension ethnoculturelle est en jeu.

Le deuxième axe prioritaire émis dans le plan d'action était d'amorcer la réflexion et de compiler les informations sur les enjeux liés à la violence post-séparation. Ainsi, les thèmes de la supervision des droits d'accès, de la médiation familiale et de l'expertise psychosociale ont été couverts.

Nom de la sous-région	Nombre de membres au 31-03-2011	Nombre de rencontres tenues en 2010-2011
Nord	12	4
Sud	13	5
Est	16	3
Ouest	18	5

L'information relative à la composition des comités sous-régionaux est mise à jour régulièrement sur le site Web de la Table.

Le séminaire clinique du 12 avril 2011

Ce séminaire clinique s'adressait essentiellement aux membres des quatre comités sous-régionaux et visait à améliorer les connaissances en matière d'intervention lorsque la dimension ethnoculturelle est en jeu. Un deuxième objectif cherchait à consolider les liens entre les membres des différents comités sous-régionaux.

Rapport annuel 2010-2011

Pour s'assurer de la réalisation de ces objectifs, le Comité de suivi et le Comité sous-régional Ouest se sont assurés de la présentation d'une vignette clinique interpellant plusieurs partenaires et mettant en scène une famille issue de l'immigration récente. La D^r Cécile Rousseau, pédopsychiatre de renom, a guidé les réflexions et les discussions des participantes et participants en utilisant le génogramme comme outil d'analyse des liens entre les membres de la famille, en incluant leur histoire personnelle, leurs valeurs, leurs croyances pour élargir la compréhension de cette vignette et situer les limites de l'intervention.

Les personnes présentes à cette activité ont évalué que le premier l'objectif relatif à l'amélioration des connaissances a été majoritairement atteint.

Les participants nous ont toutefois indiqué qu'un nombre plus réduit de personnes participant au séminaire clinique favoriserait davantage la consolidation des liens et les échanges entre les intervenantes et intervenants.

En substance, la Table veut continuer à supporter le déploiement et l'implantation du *Protocole de collaboration intersectorielle pour les enfants exposés à la violence conjugale* sur le territoire montréalais pour les prochaines années. Cette action intersectorielle passe par l'appui à la structure mise en place afin qu'elle devienne autonome et efficiente.



Un aperçu du séminaire clinique du 12 avril 2011.

Le comité ad hoc sur l'Accès à la justice

Lors de l'Assemblée générale de juin 2010, les membres ont convenu de fusionner les mandats des comités ad hoc respectivement responsables du dossier des services de supervision des droits d'accès (SDA) en contexte de violence conjugale et de la problématique associée à la médiation familiale et à l'expertise psychosociale en contexte de violence conjugale.

Le comité Accès à la justice est responsable de promouvoir les recommandations du rapport de 2006 de la Table relativement à la SDA. Il doit également documenter et produire un avis quant à la question des enjeux sociaux et juridiques de la médiation familiale et de l'expertise psychosociale en contexte de violence conjugale. L'avis doit également inclure des recommandations qui deviendront, ultérieurement, la position officielle de la Table dans ce dossier.

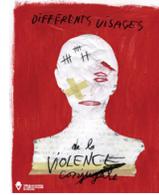
Le comité de travail élargi composé de quatorze membres a tenu cinq rencontres. Il a produit, distribué et compilé un questionnaire de cueillettes d'observations auprès des intervenantes et intervenants des réseaux institutionnels et communautaires afin d'alimenter sa réflexion sur la médiation familiale et l'expertise psychosociale en contexte de violence conjugale. Le comité a aussi rencontré des représentantes de l'Association de médiation familiale du Québec afin d'échanger avec elles sur un projet pilote en cours et qui vise le dépistage de la violence conjugale par les médiateurs familiaux. Le comité a aussi colligé de l'information, des textes et des

réflexions sur les questions relatives au mandat qui lui avait été confié.

À la mi-mars, force a été de constater que le comité avait besoin d'une aide extérieure pour produire une synthèse de l'information recueillie, mener des entrevues auprès de personnes clefs et pour entreprendre la rédaction de l'avis. Ce mandat ne peut en effet se réaliser que sur une base de plusieurs semaines de travail continu.

En raison de l'impossibilité de procéder à l'embauche d'une personne pour assumer ce mandat, le comité a eu l'idée de se tourner vers les facultés universitaires et d'offrir un stage non rémunéré à une étudiante ou un étudiant. Des démarches ont ainsi été entreprises afin qu'un stage s'amorce dès l'automne 2011 et que des membres du comité de travail puissent assurer l'encadrement approprié.

Quant au dossier supervision des droits d'accès (SDA), nous avons désigné M^{me} Sonia Dionne, membre de la Table, pour nous représenter au sein du comité de suivi de l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal. Ce comité, mis sur pied au cours de l'année, a pour mandat principal de s'assurer de la qualité des services rendus par les organismes offrant des services de SDA sur le territoire montréalais dans le cadre des ententes de services conclues avec les CSSS. Une première rencontre a eu lieu à la fin avril 2011.



Les personnes ayant des besoins particuliers en contexte de violence conjugale

Le comité permanent de la Table poursuit son travail en l’articulant autour de deux objectifs distincts. Le premier vise à sensibiliser et informer les intervenantes et intervenants psychosociaux des divers facteurs de vulnérabilité associés aux personnes ayant des besoins particuliers en contexte de violence conjugale. Le second s’adresse aux victimes elles-mêmes et concerne la question de l’accessibilité des services pouvant leur être offerts en contexte de violence conjugale.

Ce comité a été mis sur pied à la suite de la première planification triennale en 2004. Il regroupe des membres ayant développé une expertise spécifique auprès des personnes aux besoins particuliers en contexte de violence conjugale.

➤ **Composition du comité besoins particuliers en contexte de violence conjugale**

Nom du membre	Organisme
Marie-Hélène Blanc	Association québécoise Plaidoyer-Victimes
Yves C. Nantel	Service d’aide aux conjoints (SAC)
Karol O’Brien	Centre de solidarité lesbienne (CSL)
Catherine Proulx	Maison des femmes sourdes de Montréal
Vicki Zorba	Côté cour

Documenter les besoins des victimes et de leurs enfants ayant des besoins particuliers en contexte de violence conjugale

La prise en compte des caractéristiques d’un grand centre urbain comme Montréal amène les membres du comité à observer la présence d’une concentration plus importante de personnes vivant diverses réalités particulières en contexte de violence conjugale. Le comité souhaite connaître les besoins spécifiques de ces femmes et de ces hommes et de leurs enfants dans un contexte de violence conjugale.

Le comité croit que les outils d’information et de promotion actuellement conçus et développés ne sont pas adaptés aux victimes, qui ignorent pendant de longues années l’existence de la problématique de violence conjugale dans laquelle elles se retrouvent et ignorent également l’existence de services pour leur venir en aide.

Au cours de l’année 2010-2011, le comité a pris l’initiative de faire appel à différentes facultés universitaires afin d’accueillir des stagiaires qui réaliseraient un stage d’analyse incluant la production d’une recherche exploratoire. Le stage offert visait ainsi à documenter les besoins des victimes et de leurs enfants en contexte de violence conjugale. Le stage devait se dérouler au sein de l’un ou l’autre des trois organismes membres du comité : la Maison des femmes sourdes de Montréal, le Centre de solidarité

lesbienne ou le Service d'aide aux conjoints (SAC) et sous la responsabilité de la coordonnatrice ou du coordonnateur de l'organisme.

À la suite de cet appel, M^{me} Soizic Christian, étudiante en sociologie à l'Université de Montréal, a manifesté son intérêt pour la problématique des hommes subissant la violence conjugale. Elle a ainsi réalisé un stage de 250 heures sous la supervision de M. Yves C. Nantel du SAC, procédé à une brève recension des écrits et réalisé quatre entrevues en profondeur auprès de conjoints violentés. Un rapport d'analyse a été déposé à la fin mai 2011.

Les membres du comité ont assisté à une présentation des résultats préliminaires de cette recherche exploratoire. Ils ont aussi convenu de poursuivre la démarche d'offre de stages pour l'année 2011-2012 afin de continuer à documenter les divers besoins des victimes.

Projet de brochures de sensibilisation et d'information destinées aux personnes vivant des réalités particulières

En octobre 2010, le Secrétariat à la condition féminine (SCF) au ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine (MCCCF) a communiqué avec la Table pour l'inviter à soumettre une proposition dans le contexte du renouvellement du Plan d'action gouvernemental 2004-2009 en matière de violence conjugale. Le prochain plan d'action devrait porter une attention spécifique aux personnes vivant des réalités particulières dans un contexte de violence conjugale. À cette fin, le MCCCF souhaite

produire des brochures d'information et de sensibilisation s'adressant directement à ces personnes. Le MCCCF a fait appel à la Table en raison de sa mission, de sa composition multisectorielle et de son expertise reconnue en matière de production d'outils de sensibilisation.

La Table a ainsi élaboré un projet dont le but est de produire le contenu de six brochures d'information et de sensibilisation à l'intention de personnes vivant des réalités particulières dans un contexte de violence conjugale, c'est-à-dire les femmes âgées, les femmes handicapées, les femmes des communautés ethnoculturelles, les femmes immigrantes à statut précaire, les lesbiennes, gais, bisexuel(le)s, transsexuel(le)s, transgenres (LGBT), les hommes violentés.

Une subvention spécifique prévoyant l'embauche d'une chargée de projet nous a ainsi été accordée par le Secrétariat à la condition féminine pour la réalisation des contenus des brochures. Le projet doit se terminer en décembre 2011.

Les activités de représentation et de partenariat

Afin de développer, maintenir et consolider des partenariats fructueux avec d'autres acteurs sociaux, tant communautaires, institutionnels que des milieux de la recherche, la Table s'implique de différentes manières et à différents niveaux dans des comités.

De plus, nous assistons à des colloques, formations ou conférences et nous réalisons également des activités de représentation. Voici donc une liste de ces différentes activités au cours de l'année 2010-2011 :

► Représentation

- Visite des kiosques et participation aux conférences sur la thématique de la violence conjugale dans le cadre de la Marche mondiale des femmes – région de Montréal (octobre 2010);
- Présence sur invitation au lancement de la campagne de sensibilisation d'À cœur d'homme « *Ce n'est plus comme avant!* » incitant les hommes à demander de l'aide (février 2011);
- Présence sur invitation à la pièce de théâtre de sensibilisation « *La larme du silence* » de la Table de concertation en violence conjugale de la Pointe-de-l'Île (mars 2011);
- Présentations des recommandations des membres de la Table dans le cadre des consultations particulières du Comité interministériel en matière de violence conjugale, familiale et sexuelle sur l'élaboration du plan d'action quinquennal 2012-2017 en matière de violence conjugale (mai 2011).

► Concertation

- Membre du Comité de direction de l'Alliance de recherche université/communauté (ARUC) Femmes, violences et contextes de vulnérabilité du CRI-VIFF. Cette ARUC vise à étudier les diverses problématiques associées aux violences faites aux femmes et les réponses sociales qui y sont apportées. Au cours de l'année, le Comité de direction a participé à l'organisation du Colloque international « *Violence envers les femmes: réalités complexes et nouveaux enjeux dans un monde en transformation* » qui s'est tenu à Montréal du 29 mai au 1^{er} juin 2011.

► Formation

- *Québécoises branchées: guide de gestion de l'information* offerte par le Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine (CDEACF) (janvier 2011);
- *La violence faite aux femmes: intervenir en contexte interculturel* (avril 2011).

Membres de la Table

Nom de l'organisme	Personne déléguée	Statut de membre
Agence de la santé et des services sociaux de Montréal	Anne Marquis	Observateur
Association québécoise Plaidoyer-Victimes	Marie-Hélène Blanc	Administrateur
Bureau des procureurs aux poursuites criminelles et pénales	Sylvie Dulude	Administrateur
Bureau des procureurs de la Cour municipale de Montréal	Gaétane Martel	Administrateur
Bureau des services aux victimes Service correctionnel du Canada	Danielle Hamel	Administrateur
Centre de recherche interdisciplinaire sur la violence familiale et la violence faite aux femmes (CRI-VIFF)	Annie Pelletier	Observateur
Centre de solidarité lesbienne (CSL)	Karol O'Brien	Administrateur
Centre des femmes de Montréal	Diana Bouchard	Administrateur
Centre Jeunesse de Montréal - Institut Universitaire	Isa lasenza	Administrateur
Côté Cour	Lise Poupart	Administrateur
CSSS Ahuntsic Montréal Nord	Danièle Fréchette	Administrateur
CSSS Bordeaux-Cartierville	Léola Danylo	Administrateur
Direction de l'IVAC	Élisabeth Laflamme	Observateur
Direction régionale de Montréal Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport du Québec	Nathalie Leblanc	Administrateur
École de Service social – Université McGill	Julia Krane	Administrateur
Fédération de ressources d'hébergement pour femmes violentées et en difficulté du Québec-Maisons de Montréal	Sylvie Bourque Sonia Dionne	Administrateur
Femmes du monde de Côte-des-Neiges	Patrizia Vinci	Administrateur
La Maison des Femmes Sourdes de Montréal	Catherine Proulx	Administrateur
Le Bouclier d'Athéna, services familiaux	Melpa Kamateros	Administrateur
Les Centres de la Jeunesse et de la Famille Batshaw	Nancy Russel	Administrateur
Les Maisons de l'Île	France Dupuis Sabrina Lemeltier	Administrateur
Magistrature de la Cour du Québec	Louise Bourdeau	Observateur
Magistrature de la Cour municipale de Montréal	Sylvie Girard	Observateur
Pro-gam inc.	Normand Bourgeois	Administrateur
Service d'Aide aux Conjointes (SAC)	Yves C. Nantel	Observateur
Services correctionnels du Québec – région de Montréal	Marie-Claude Bisailon	Administrateur
Service de police de la Ville de Montréal	Marc Cournoyer Vincent Richer	Administrateur
S.O.S. Violence conjugale	Jocelyne Jolin	Administrateur

Ressources humaines

Membres du personnel	Dossiers principaux
<p>Myriam Poirier (sept. à déc. 2010) Chargée de projet</p>	<ul style="list-style-type: none"> ♦ Enfants exposés à la violence conjugale : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Travaux du comité de suivi ▪ Travaux des comités sous-régionaux ▪ Rédaction du bulletin d'information
<p>Olivia Kamgain (janvier à juin 2011) Chargée de projet 514.396.2612 #2403 okamgain@tcvcm.ca</p>	<ul style="list-style-type: none"> ♦ Enfants exposés à la violence conjugale : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Rédaction des comptes-rendus du Comité de suivi ▪ Animation et soutien aux travaux des comités sous-régionaux ▪ Rédaction du bulletin d'information ▪ Soutien à l'organisation du séminaire clinique ▪ Animation des rencontres des comités de travail permanents et rédaction des comptes-rendus
<p>Louise Brossard Chargée de projet 514.396.2612 #2404 lbrossard@tcvcm.ca</p>	<ul style="list-style-type: none"> ♦ Brochures d'information et de sensibilisation à l'intention des personnes vivant des réalités particulières en contexte de violence conjugale <ul style="list-style-type: none"> ▪ Recherche et rédaction du contenu de ces 6 brochures, c'est-à-dire les femmes âgées, les femmes handicapées, les femmes des communautés ethnoculturelles, les femmes immigrantes à statut précaire, les lesbiennes, gais, bisexuel(le)s, transsexuel(le)s, transgenres (LGBT), les hommes violentés
<p>Monique Villeneuve, Coordonnatrice Courriel : villeneuve@tcvcm.ca</p>	<ul style="list-style-type: none"> ♦ Coordination générale; gestion des ressources humaines, financières et matérielles; planification et mise en œuvre du plan d'action annuel ♦ Rencontres des instances et vie associative ♦ Représentation ♦ Développement

